

informations ouvrières

L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES
Organe de la Fédération des Comités d'Alliance Ouvrière

N° 592
Semaine
du 4 au 10 janvier
1973
Prix : 1,50 F.

1973 riche de promesses...

**EN FINIR AVEC POMPIDOU ET SON RÉGIME,
S'ORGANISER PAR MILLIERS AVEC L'OCI**

1973, L'ANNEE DES ECHEANCES.
D'abord dans ce pays; Pompidou et sa majorité doivent boire jusqu'à la lie la coupe du bonapartisme moribond; il va leur falloir subir le verdict des urnes.
La note risque d'être lourde. Désavoué, disqualifié par la grève générale, et lors de deux référendums, le régime n'a vécu que de la division des rangs ouvriers.
UNITE! CLASSE CONTRE CLASSE! Avec l'OCI, avec l'AJS, nous serons des milliers à exprimer cette aspiration fondamentale de millions de travailleurs et de jeunes.
UNITE! CLASSE CONTRE CLASSE! Dans la campagne électorale et en dehors de la campagne électorale, sur tous les terrains de la lutte des classes, tel est le but pour lequel il faut s'organiser.

Le 19 janvier, grande salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor, Paris-5
à 20 h 30
Pour le Front Unique des organisations ouvrières.
Pour le vote classe contre classe aux élections législatives.
Pour un gouvernement du PS et du PCF sans ministres capitalistes.
Pour le programme de la classe ouvrière.
Pour le gouvernement ouvrier.
Pour construire le Parti révolutionnaire.

**1973 : Le combat pour
" Informations ouvrières "
Au travail pour regagner
le plus vite possible
I.O. à 12 pages.**

Il faudra lever nombre d'obstacles.
D'abord les illusions criminelles selon lesquelles on pourrait vaincre avec les supports du capital, complices des hommes au pouvoir, radicaux de tout bord et soi-disant républicains.
Mais ces illusions doivent tomber, elles tomberont et le plus tôt sera le mieux.
Nous ne voulons pas faire « l'expérience » des échecs que prépare l'Union de la gauche, l'union des partis ouvriers avec ceux du capital. Nous lutterons avant, pendant et après les élections pour que les partis ouvriers rompent avec le capital.

**POUR LE VOTE OCI-AJS
GRAND MEETING**
sous la présidence de Pierre LAMBERT,
du Bureau politique de l'OCI
Prendront la parole :
Charles BERG, du Comité central de l'OCI,
secrétaire national de l'AJS.
Claude CHISSEREY, du Comité central de l'OCI, secrétaire de la région parisienne de l'OCI.
Christian NENY, du Comité central de l'OCI, secrétaire de la région de Clermont-Ferrand de l'OCI.
Stéphane JUST, du Comité central de l'OCI.

Lire en pages 4 et 5 :
A deux mois des élections législatives
l'appel de l'OCI :
CLASSE CONTRE CLASSE !

Par l'organisation, avec l'organisation, il nous faudra expliquer pour agir, agir pour notre classe, agir pour la révolution.

30 MILLIONS (A. F.) POUR L'OCI
A ce jour 33 838 F (Région parisienne : 21 497 F; Province : 12 341 F) ont été collectés. Depuis le 20 décembre: 13 918 F.

1973, L'ANNEE DES ECHEANCES.
Partout dans le monde, le vieux monde pourri et chancelant, la lutte se fait plus âpre et directe.

Les basions du capital sont battus en brèche par la lutte du prolétariat mondial.
Les travailleurs des USA sont debout, ils n'acceptent pas de payer la note.
Malgré tout son cynisme, ses voyages à Moscou et à Pékin, Nixon ne peut aboutir.

L'accord contre-révolutionnaire de l'impérialisme US avec Brejnev et Mao, le matraquage du peuple vietnamien abandonné aux B 52 et aux raids de terre, le soutien ouvert des dictatures sanglantes de Bolivie et du Brésil ne peuvent venir à bout de la lutte des classes. Aucune diplomatie ne peut supprimer la lutte des travailleurs et des masses exploitées.

« Compères et complices », ils sont en butte aux mêmes difficultés.

Les bureaucrates de Moscou avaient cru mettre le peuple tchécoslovaque à genoux.

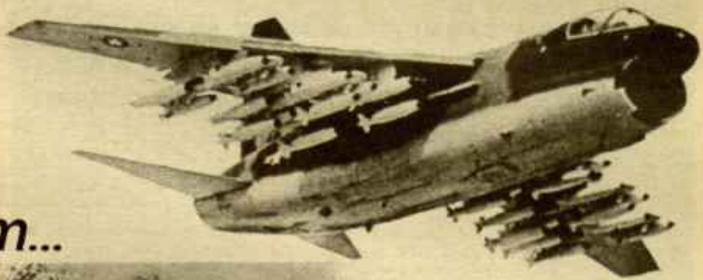
Il se bat encore et toujours. Pachmann a été libéré. Iakir Grigorenko, des milliers d'autres doivent l'être à leur tour.

Il faut mener ce combat, le combat de la liberté, de la démocratie ouvrière, du socialisme un et indivisible.

Là encore, partout et toujours, s'organiser pour vaincre, vaincre par l'organisation.

1973 sera l'année de l'organisation, du combat pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire, de la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

**Nixon
le boucher
écrase
le nord-vietnam...**



**.et prépare
au sud une
liquidation
à «l'indo-B
nésienne»**

(Voir page 8.)

Biblioteca de Comunicació
Històrica i General
CEDOC

de bons contrats ?

Depuis qu'avec la « nouvelle société » un regain de la politique corporatiste d'intégration des syndicats avait été mis au point, il ne s'est pas passé un jour sans que la propagande sur la « concertation », le « dialogue des partenaires sociaux » ne se déverse par toutes les « mass media » au service de la bourgeoisie.

C'est que l'enjeu est de taille et nous nous sommes longuement expliqués là-dessus.

Le but du gouvernement et du patronat est de ligoter les organisations syndicales des travailleurs. Le but de tous les « contrats salariaux » c'est de faire accepter la « rentabilisation » des entreprises nationalisées, de comprimer les effectifs, de liquider les droits acquis. Autour de ces droits acquis se concentrent toutes les questions politiques majeures du moment.

Faut-il accepter, au nom du réalisme, de l'intérêt national, que les avantages de chacun soient nivelés par le bas ?

Est-il possible de résister chacun son tour, par « vagues », par des « actions diversifiées » ?

Comment peut-on comprendre que, chacune à son tour, toutes les catégories de travailleurs du secteur public et nationalisé aient été appelées à l'action sans que jamais celle-ci n'ait été conduite jusqu'à son terme ?

Les circonstances politiques furent pourtant favorables en cette année 1972 et l'impossibilité pour le patronat et le gouvernement de porter des coups décisifs aux travailleurs en témoigne.

Pourtant, « Les Echos », quotidien du capital financier, se permet de titrer : « un succès inattendu de la politique contractuelle dans le secteur nationalisé » après la signature du contrat de la RATP qui succède à celui de l'EDF, de la SNCF et des Charbonnages.

Les conditions, dans lesquelles de tels contrats sont signés s'éclaircit quand on examine les plans gouvernementaux à la RATP.

● Les contrats de la RATP réaliseraient le « rattrapage » du pouvoir d'achat. Or une statistique des prix payés par la RATP aux sociétés qui travaillent pour elle indique qu'à l'indice 100 en juin 68 ceux-ci s'établissent à l'indice 149 en juillet 72 pendant que l'indice correspondant des salaires s'établit à 129,5.

Comme l'explique le document du CAO de la RATP : « les entreprises qui travaillent pour la RATP bénéficient d'une échelle mobile des prix très coulissante ; les travailleurs de la RATP, pas plus qu'aucune autre catégorie de travailleurs n'ont droit à l'échelle mobile des salaires ».

● Les contrats de la RATP garantiront les acquis. Là, il faut être clair. Le rapport Nora établissait à 11 000 les nécessaires compressions d'effectifs. Certes, il n'a pas encore été intégralement appliqué. « Mais les points de repère indiquent avec suffisamment de précision que s'applique l'orientation définie par les annexes du rapport Nora ».

Pratiquement il n'existe plus de receveurs d'autobus. Les suppressions de postes de chefs de train, d'agents de station s'accroissent. La compression des effectifs des services ouvriers s'accroît. La compression des effectifs des magasins et bureaux commence.

FAIT D'UNE EXTREME IMPORTANCE. DES LICENCIEMENTS ONT LIEU.

Encore faut-il noter que les chiffres communiqués par la direction sont élaborés de telle sorte qu'ils « rassurent » le personnel... Ainsi la direction déclare-t-elle que « la mise en place de la nouvelle organisation s'effectuera en diverses étapes de manière à s'inscrire dans une perspective d'évolution rationnelle prévisible des effectifs, afin de limiter au maximum les problèmes humains qui seraient susceptibles de se poser » (ah les braves gens !). Ainsi, pour ces six années (1972-1977) arrêt du recrutement extérieur tant au réseau ferré qu'au réseau routier (ici la direction confirme de façon indirecte la suppression de lignes ou de tronçons de lignes du réseau routier et les nouvelles compressions d'effectifs qui en résulteront). De même, les mesures envisagées impliquent la mobilité de la main-d'œuvre et par conséquent la déqualification, etc. ».

Ce sont de telles mesures qu'on veut faire passer dans le contrat RATP, avec la tactique déjà employée dans d'autres cas : on ne propose à la signature des syndicats que les pourcentages d'augmentation et les primes, résultats chiffrés mes calculs de la direction, effectués en tenant compte des mutations, compressions d'effectifs, licenciements, etc.

Aujourd'hui à la RATP, les syndicats ont signé, la CGT « consulte » encore le personnel. Une fois de plus, les dirigeants se déborent devant leurs responsabilités. Certes, personne ne refuse une augmentation de salaire, aussi minime soit-elle. Mais pour garantir le pouvoir d'achat, les droits et garanties, stopper la déqualification et les compressions d'effectifs, il faut bien autre chose que ce contrat. Au contraire.

Il ne faut donc pas s'enfermer dans le dilemme posé par la direction de la RATP. Il faut mobiliser le personnel contre les plans de la direction de la RATP, telle est la seule voie qui peut permettre de renforcer la mobilisation de tous les travailleurs contre le gouvernement.

Les calomnieurs d'Hélène Fargier condamnés

NOTRE CAMARADE DEMANDE AU SNEP

DE VERSER A LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE

DU VIETNAM LES 3 000 F DE DOMMAGES ET INTERETS QUI LUI SONT ALLOUES.

LETTERE AU SNEP

Camarades,

Vous m'avez demandé d'échelonner le versement de l'amende de 3 000 F à laquelle le camarade DREVOW a été condamné pour m'avoir calomniée.

J'indique que j'ai dû, à regret, utiliser les tribunaux pour obtenir que justice me soit rendue. A regret, car j'estime que la calomnie, qui cherchait à m'atteindre dans ma triple dignité d'éducatrice, de syndiquée au SNEP-FEN et de militante de l'OCI pour la reconstruction de la IV^e Internationale, devrait être exclue comme méthode de discussion dans le mouvement ouvrier, tout comme la violence dont j'ai été victime.

J'estime également que j'étais en droit d'attendre, comme syndiquée, que les organismes statutaires de mon syndicat me rendent cette justice que j'ai été contrainte de demander au tribunal.

Cela dit, tout en espérant que de telles agressions dont j'ai été l'objet seront à présent bannies et que seront à présent établies et rétablies les méthodes fraternelles du débat démocratique entre militants, pouvant seules assurer l'unité, je vous informe que je n'ai pas l'intention que me soit versé le montant de l'amende.

J'estime qu'au moment où l'impérialisme US et NIXON cherchent à écraser sous les bombes héroïque résistance du peuple vietnamien, le montant de l'amende doit être versé au gouvernement de la République Démocratique du Vietnam.

Ces 3 000 F que je vous demande de transférer représenteront une modeste contribution pour aider le peuple travailleur.

Avec mes salutations syndicalistes.
Hélène FARGIER.

non-ingérence et bonnes manières...

Golda Meir, Premier ministre « socialiste » d'Israël, est bien mal élevée. C'est du moins ce qu'on dit à l'Elysée. Elle a en effet accepté de se rendre à l'invitation de Mitterrand, qui réunit à Paris, le 13 janvier, le Comité exécutif de l'Internationale Socialiste, quelques semaines avant les élections législatives.

Léonid Brejnev, quant à lui, n'est pas mal élevé. En dépit du fait que, moins de quinze jours avant de conférer avec Pompidou, il ait reçu Marchais à Moscou. Deux poids, deux mesures... A moins que...

A moins que le chassé-croisé diplomatique-politique qui précède les élections françaises n'ait précisément quelque chose à voir avec ces élections.

Nous saurons (peut-être) bientôt ce que Brejnev et Pompidou se seront dit entre deux parties de chasse.

Mais nous savons déjà, sinon ce que Marchais et Brejnev se sont dit, du moins ce qu'ils ont publié ensemble sous forme de communiqué à l'issue de leurs entretiens. (L'Humanité du 2-1-72) Et cela ne laisse pas de poser quelques questions.

On peut en effet s'interroger à bon droit sur la signification qu'il convient d'accorder au fait que, moins de deux mois avant un échec politique décisive en France, le secrétaire général du PCUS n'ait pas cru bon de prononcer ni d'imprimer le moindre mot d'encouragement au parti frère pourtant engagé dans une bataille que ses dirigeants considéraient à juste titre comme capitale !

Et l'interrogation devient perplexité lorsque l'on constate que la seule mention faite dans le communiqué à une possible action commune entre le PCF et le PS tient en ceci : « Au nom de leurs partis, L. Brejnev et G. Marchais se sont déclarés prêts à favoriser dans ce but (la sécurité européenne) des échanges de vue constructifs et des actions communes avec tous les partis et forces démocratiques, notamment avec les partis socialistes, dans l'égalité des droits et le respect mutuel... »

Il est vrai que les préoccupations des dirigeants soviétiques se situent ailleurs. Le communiqué Marchais-Brejnev les précise en ces termes : « Les deux partis

constatent avec satisfaction que, dans l'arène internationale, se développe un processus de détente et que s'affirment les principes de coexistence pacifique et de coopération à l'avantage mutuel entre pays de systèmes sociaux différents... Ils ont souligné la nécessité de partir de la situation nouvelle qui se crée en Europe pour instaurer une véritable sécurité sur le continent et transformer celui-ci en une zone de paix durable sur la base de l'inviolabilité des frontières des Etats, de la non-ingérence dans les affaires intérieures, de l'indépendance, de l'égalité en droits, du renoncement à l'usage de la force ou à la menace d'utiliser la force... »

La conception de la non-ingérence chère à Brejnev est très élastique. Elle lui interdit de « s'ingérer » dans les affaires du parti frère et de se prononcer sur l'alliance qu'il vient de passer avec le parti socialiste et les radicaux. Mais elle ne lui interdit pas de prononcer un éloge sans mélange des dirigeants de l'impérialisme français lors de la commémoration du 50^e Anniversaire de l'Union Soviétique, le 21 décembre : « On voit apparaître de plus en plus, déclare Brejnev, des éléments de réalisme dans la politique de nombreux Etats capitalistes. Cela concerne avant tout la France dont les dirigeants — le général de Gaulle, puis le président Pompidou — ont depuis plusieurs années entrepris une politique déterminée de coopération mutuellement avantageuse avec l'URSS et les autres Etats socialistes. »

Brejnev, on peut lui en faire crédit, ne parle pas pour ne rien dire. Ce qu'il dit, c'est, en clair, ceci : pour définir une conduite en France, « il faut partir » de la situation qui se crée en Europe, et notamment des perspectives ouvertes par « le réalisme des dirigeants français », c'est-à-dire de Pompidou. La lutte pour l'objectif suprême qu'est « la sécurité européenne » implique-t-elle que les partis ouvriers prennent le pouvoir ? Apparemment non. En bonne logique, on devrait conclure : il faut que Pompidou demeure le chef de l'Etat.

Brejnev ne va pas jusque-là. Car il n'entend pas « s'ingérer ». Mais, entre gens bien élevés, on se comprend à demi-mot. A bon entendre, salut !

...brejnev perplexe

« Le PCUS et le PCF combattent à cet égard et continueront de combattre l'antisovietisme comme radicalement contraire aux intérêts de la coexistence pacifique, aux intérêts des peuples... » (communiqué Marchais-Brejnev du 21-12-72)

« Quel est celui qui peut dire qu'avec une alliance, même de circonstance, même de rencontre, avec les communistes, on peut promettre à la France qu'on pourra reprendre la politique européenne et la politique atlantique, et qu'on fera renaitre la démocratie ? » (Maurice Faure, signa-

taire du programme commun, le 6 novembre 1965)

« Quant au radical de droite Maurice Faure... Non ! Le parti communiste ne cautionnera pas, avec ses voix, une politique d'alliance avec la réaction. » (Waldeck Rochet, 12 juin 1966)

Comme on comprend la perplexité et la réserve de Brejnev à l'égard de l'alliance pour un gouvernement PCF-PS-radicaux !

Avec Pompidou, il est décidément plus facile de se comprendre...

KASPEREIT VA-T-IL RÉCIDIVER ?

A la veille de la campagne électorale, la réaction prépare de mauvais coups. Notre camarade Jean-Pierre Speller vient d'être, une fois de plus, visé par des individus qui, à Clichy, se mettent « à sa recherche ».

Quelques jours avant Noël, la sœur de notre camarade, à l'ancien domicile du père de J.P. Speller, a reçu la visite de deux individus qui déclarent « vouloir voir Speller ». Cherchant à obtenir la nouvelle adresse de notre camarade, ces individus, avant de quitter les lieux, ont tenté de bloquer avec leur pied la porte du logement de la sœur de notre camarade.

Les émules des fils Kaspereit impunis cherchent à nouveau à intimider ceux qui ne renonceraient jamais à obtenir justice. Dans le 9^e arrondissement de Paris, contre le député sortant Kaspereit, Jean-Pierre Speller fera entendre, au compte de toute la classe ouvrière, haut et fort, l'exigence que les nervis fascistes qui s'abritent à l'ombre des CDR et des SAC soient chassés.

L'affaire Speller n'est pas terminée. Le châtimement des Kaspereit et autres nervis anti-ouvriers, tôt ou tard, sera imposé.

L'un des chefs de file de l'union de la gauche:

Maurice FAURE

Il n'est pas agréable de mettre le nez dans les poubelles. Nous avons toutefois voulu cette semaine éclairer nos lecteurs sur la personnalité de ce chef de file de l'Union de la Gauche qui a nom Maurice Faure, après nous être livrés au même travail peu ragoissant pour Filippi le banquier, Lamirault, directeur chez Renault et administrateur d'Alfa-Romeo, et Maroselli, ancien préfet et ancien flic. Tous éminentes personnalités du mouvement de la gauche radicale et socialiste ralliées au « programme commun ».

Ce Monsieur Maurice Faure n'est rien, pour une fois, dans le monde de la finance. Bien qu'il ait fait toute sa carrière de dirigeant radical et de ministre quasiment inamovible sous la IV^e République à l'ombre et dans la foulée de cet autre radical éminent qui a nom Bourgeois-Maunoury, aujourd'hui candidat de la majorité dans les Landes.

Et que ce Bourgeois-Maunoury, président de la fédération radicale de la Haute-Garonne et membre du bureau du parti radical jusqu'à une date toute récente, aujourd'hui encore administrateur de l'organe officiel du radicalisme, **La Dépêche du Midi**, soit, quant à lui, solidement installé dans les forteresses du capital financier en tant que P-DG de la Société Industrielle et Financière de l'Artois et des Mines de Kall Sainte-Thérèse; administrateur d'Intertechnique, de Mecil, de Godde-Bedin, de la Compagnie du Cambodge et P-DG de la Société Africaine Forestière et Agricole.

Mais Maurice Faure a eu, nous l'avons dit, une carrière gouvernementale bien remplie, notamment chargé des affaires marocaines et tunisiennes en 1956-57 (en pleine guerre d'Algérie), secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, puis ministre de l'Intérieur dans le cabinet Pflimlin jusqu'au 31 mai 1958... Sans commentaires. A ces divers titres, Maurice Faure a beaucoup parlé. Et ce qu'il a dit est bien intéressant.

On trouvera en page 8 le point de vue de Maurice Faure sur le Vietnam. Mais voici quelques autres opinions récentes de notre homme. Nous lui laissons la parole.



L'échine souple

Un « allié »...

J'ai fait au début de l'année une déclaration dans laquelle il est souligné qu'aussi longtemps que je resterai président du parti radical, je ne ferai pas le Front Populaire... Je n'ai rien à reprendre, je n'ai rien à ajouter ou à retrancher à cette déclaration. (15-11-62)

Sortirons-nous de notre isolement en regardant vers l'Est? C'est une question

qui hypothéquerait lourdement l'avenir du monde libre. (31-1-63)

Il est évident que, sur la plupart des questions (libertés démocratiques, construction européenne, fidélité à l'alliance atlantique, planification démocratique, politique des revenus, priorité donnée à l'éducation), le communisme, s'il est au pouvoir, appliquera des conceptions différentes de celles des démocrates. Il semble difficile de bâtir, avec lui, une coalition de gouvernement. (octobre 63)

La gauche, elle, doit savoir qu'il lui faut choisir entre le centre et le parti communiste. Quelle responsabilité prendrait la gauche française si, seule de toutes les démocraties d'Occident, elle décidait de faire un pacte de majorité et un pacte de gouvernement avec les communistes. (25-4-66)

Je ne puis accepter le postulat de la Fédération (FGDS) qui considère le Parti Communiste comme l'allié privilégié. (4-2-67)

... auquel les travailleurs devraient faire confiance !

On sait comment l'opinion de Maurice Faure changea brusquement en mars 1967, et très précieusement entre le premier et le second tour des élections législatives, lorsqu'il lui fallut, pour conserver son siège de député, obtenir le désistement en sa faveur des candidats PC et SFIO (lequel devait néanmoins se maintenir au second tour, bien que Faure ait entre temps adhéré à la FGDS !!!). Un homme, on le voit, qui tient très fort à ses idées et ses convictions.

Mais Faure était aussi un partisan des plus en vue de la fameuse « troisième force » fondée sur l'alliance de la SFIO d'une part, des radicaux et du MRP d'autre part. Il avait combattu à ce titre contre René Billières au nom d'une alliance parti radical-MRP, ce qui lui avait valu d'être taxé par ce dernier de complicité avec les « cléricaux », et accusé d'être partisan de « l'Europe Vaticane ». (Le Monde, 7-10-61)

Il est vrai que Maurice Faure bénéficiait alors d'autres appuis, puisque Poulade se déclarait en août 1964 « prêt à soutenir Maurice Faure candidat modéré au cas où il se présenterait ».

Après avoir formé en 1963 avec le MRP le « Comité d'études et de liaison des démocrates français », Maurice Faure devait soutenir la candidature Lecanuet aux présidentielles de 1965. Il devait déclarer à cette occasion : « Je suis rationnel et Lecanuet est chrétien. Lorsqu'il ne reste plus que des nuances de cet ordre, on a le devoir de se rassembler. Il y a des querelles dont il faut avoir le courage de dire qu'elles sont périmées... »

Voilà l'homme !
Voilà l'homme que l'on demande aux travailleurs de soutenir au nom de l'Union de la Gauche.

MITTERRAND :

« Il n'y a pas de quoi se paniquer »

Chambre des Députés, 20 décembre 1972, séance de clôture. Petit dialogue.

F. Mitterrand : J'accuse nommément M. Peyrefitte de jouer contre le franc. J'accuse nommément M. Peyrefitte et la majorité de vouloir provoquer la panique financière...

A. Peyrefitte : La hausse du Napoléon-or, c'est la réaction de crainte de gens qui ne connaissent pas la finance. C'est une réaction populaire. Je pense que le sondage incriminé donne un avertissement politique sur le péril social-communiste et sur le péril que leur venue au pouvoir ferait courir à l'économie.

F. Mitterrand : Je trouve scandaleux que le secrétaire général du parti majoritaire se rende complice de l'opération qui consiste, à propos de sondages inquiétants pour la majorité, à déclencher la panique dans le pays. Vous avez raison sur un point, M. Peyrefitte : il n'y a pas de quoi !



« Il n'y a pas de quoi »

le mécanisme de la spéculation contre le franc...

« Il n'y a pas de quoi se paniquer », répond Mitterrand à Peyrefitte qui fait état des prétendues craintes des « petits » épargnants. Le duo amuse un moment. Mais la farce est quand même un peu grosse. Car les mouvements de fonds significatifs ne peuvent se mesurer sur le marché étroit et instable du Napoléon, dont les fluctuations n'ont au demeurant aucune importance.

C'est ailleurs qu'il faut chercher la réalité des mouvements de capitaux, et leur origine. Elle est toute simple. Nous l'avons écrit à plusieurs reprises : ce sont les trusts qui spéculent, et en particulier ceux d'entre eux qui disposent d'une importante trésorerie internationale.

Quelle est l'ampleur de ces mouvements de fonds ? Elle se mesure sur le marché du « franc financier ». Car c'est en francs financiers que se traitent toutes les opérations portant sur des mouvements de capitaux avec l'étranger. Alors que le « franc commercial » n'est utilisé que pour les transactions commerciales. Lorsque le franc financier baisse, c'est que les capitalistes vendent du franc financier pour acheter des « devises » plus sûres à leurs yeux que la monnaie nationale.

C'est précisément ce qui se passe en ce moment. Et les mouvements sont d'une autre ampleur que les fluctuations du « Napoléon » cher à Peyrefitte.

« Sur le marché financier », écrit Paul Fabra (Le Monde, 30-12-1972), il y a eu une véritable chute, puisque, durant l'été, le cours s'établissait en-

core 4 ou 5 % au-dessus de la parité. et que, désormais, il se situe légèrement au-dessous, soit un écart d'environ 6 %, ce qui est loin d'être négligeable. Certes, on pourrait faire valoir que les transactions sur le marché financier représentent moins du cinquième du total, mais justement, elles concernent les opérations d'exportation de capitaux à l'étranger, si bien que le baromètre du franc financier est plus significatif qu'il n'y paraît à première vue. »

Ceux qui jouent le franc à la baisse, ce sont les banques et les trusts qui interviennent sur le marché du franc financier, ce qui n'est certes pas les cas des « petits porteurs ».

Comment s'en étonner lorsqu'on lit sous la plume du grand banquier Jacques de Fouchier, président de Paribas, la description précise du mécanisme de la spéculation, et de plus dans le très officiel rapport du Comité du Financement du VI^e Plan qui vient d'être publié ?

... VU par un banquier

Fouchier s'inquiète de la spéculation. Ah, le brave homme ! « Un type de remède existe bien : c'est le contrôle des changes. Il est employé par la France et le Royaume-Uni. La discussion reste ouverte sur son degré d'efficacité » (comme on vous comprend, monsieur de Fouchier !).

« ... Il faut probablement faire une distinction entre le cas d'une monnaie sur l'avenir de laquelle il n'existe pas d'inquiétude, et le cas où, au contraire, la communauté internationale croit à une dévaluation. Dans ce dernier cas, aucun contrôle des changes ne peut être réellement efficace. Dans le premier cas, au contraire, un contrôle des changes sérieux peut limiter aussi bien les mouvements directs de capitaux que les "leads and lags" des règlements commerciaux (termes de règlements, voir I.O. n° 591) provoqués par une simple différence de taux d'intérêts. »

Vous avez bien compris : ou bien le contrôle des changes est inutile (lorsque la monnaie est forte) ; ou bien il est inefficace (« lorsque la communauté internationale croit à une dévaluation »). Et comment la « communauté internationale » est-elle donc amenée à croire à une dévaluation ? Tout simplement lorsque Paribas commence à vendre sur le marché du franc financier. Le tour est joué.

Et, voyez-vous, M. Peyrefitte, les petits porteurs n'ont pas grand-chose à voir là-dedans. La seule véritable spéculation, on en trouve la recette dans les écrits de Monsieur de Fouchier, présentés comme « très intéressants » par le rapporteur général de la Commission du Financement du VI^e Plan. Dans laquelle siégent, soit dit en passant, Boyer et Pagliano, de la CGT-FO et Bidouze, de la CGT.

... que l'on voudrait indemniser

Au fait, une question ? Les rédacteurs du programme commun proposent de nationaliser Paribas. Ils ont parfaitement raison. Mais va-t-on remettre à la disposition de Monsieur de Fouchier des dizaines de milliards au titre de l'indemnisation, pour qu'il puisse jouer contre la monnaie nationale suivant les méthodes qu'il a l'obligance et la franchise de nous avoir décrit par le menu et à l'avance ?

abonnez-vous

« INFORMATIONS OUVRIÈRES »

ABONNEMENTS

Correspondance		
Rédaction - Administration	1 an (48 n°)	50 F
88 bis, avenue Parmentier	Etranger (1 an)	60 F
PARIS-11 ^e		
C.C.P. 21.831-73 Paris	6 mois (24 n°)	25 F

Versements au C.C.P. I.O. 21.831-73 - Paris

DIRECTION NATIONALE DES COMITES D'ALLIANCE OUVRIERE

Des aujourd'hui

Commandez vos cartes et timbres 1973 au 88 bis, avenue Parmentier 75-PARIS-11^e

Pour tous règlements : C.C.P. 31.243 - N° de communication : 810 - Sourcés GÉNÉRAL Gérard SERFATI CEDOC

à deux mois des élections, l'appel de l'O.C.I. :

classe contre classe !

**TRAVAILLEUSES, TRAVAILLEURS,
MILITANTS, JEUNES,**

**TOUTES LES REVENDICATIONS
SONT JUSTIFIEES**

Pour le Front Unique des organisations ouvrières.
Pour un gouvernement des partis ouvriers — le PS et le PCF — sans ministres représentant les intérêts de la bourgeoisie.
L'ORGANISATION COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (pour la reconstruction de la IV^e Internationale).
L'ALLIANCE DES JEUNES POUR LE SOCIALISME
Appellent.

AU PREMIER ET AU SECOND TOUR DES ELECTIONS LEGISLATIVES : pas une voix aux candidats des partis bourgeois (UDR, Républicains Indépendants, Réformateurs, Radicaux de droite et de gauche).

DES LE PREMIER TOUR : votez uniquement pour l'organisation ou le parti ouvrier de votre choix : le PS, le PCF, l'O.C.I.A.S.

DES LE PREMIER TOUR : là où ils se présentent. **VOTEZ POUR LES CANDIDATS DE L'O.C.I. ET DE L'A.J.S.**

AU SECOND TOUR : toutes les voix se reportent sur le candidat du parti ouvrier en tête des candidats des partis ouvriers au premier tour.

Contre le capital, ses partis, son gouvernement. Pour le Front Unique des organisations ouvrières.

VOTEZ CLASSE CONTRE CLASSE.

Pour le gouvernement ouvrier.

VOTEZ OCI AJS.



Pompidou incarne un système politique en crise. La fuite des vieux « compagnons » du gaullisme en témoigne — les Fouchet, les Jeanneney et autres. Pompidou a tenté, en avril 72, par son référendum sur l'Europe de déplacer l'axe de son système politique : « l'ouverture à gauche ».

Il a échoué. Au cours de la campagne électorale, Pompidou, l'UDR, les partis de la majorité « bleu CRS » tentent de limiter les débats. Ils espèrent le surris. Il faut **VAINCRE POMPIDOU, L'UDR ET SES ALLIES.**

L'UDR et ses alliés vaincus aux élections, Pompidou est prêt à larguer ses amis d'hier et d'aujourd'hui, à nouer de nouvelles alliances, à unifier sous sa tutelle, au sein d'un même gouvernement, tous les partis, tous les hommes politiques du capital : des débris de l'UDR aux radicaux de droite et de gauche, Pompidou se prépare à constituer un gouvernement d'unité des partis bourgeois pour sauver le régime capitaliste en crise, le pouvoir et l'Etat bourgeois.

L'OCI ET L'AJS AFFIRMENT :

L'impuissance, la décomposition du système politique qu'incarne Pompidou traduisent la faillite, la pourriture du régime capitaliste, de ses institutions politiques, de son Etat : la corruption, les scandales manifestent la putréfaction de ce système social.

DE GAULLE VAINCU...

La mission de De Gaulle consistait à corseter et discipliner toutes les couches de la société française aux exigences qu'impliquait le maintien du régime capitaliste. Il s'efforçait de rendre concurrentiel et de restructurer le capitalisme français : en rationalisant, concentrant, liquidant, rentabilisant. Il liquidait les entreprises non-rentables du point de vue capitaliste. Il lui fallait briser le prolétariat, domestiquer, et finalement liquider les organisations ouvrières, partis et syndicats.

De la grève des mineurs de 1963 à la grève générale de mai-juin 1968, le prolétariat français, la jeunesse, les masses exploitées des villes et des campagnes ont combattu, ont résisté. La grève générale de mai-juin 68 n'a pas été organisée, centralisée, par la constitution du Comité Central National de la grève générale. Elle a été disloquée. L'élection de la « chambre bleu CRS » était ainsi rendue possible. Malgré tout, la grève générale de mai-juin 68 avait préparé la défaite de De Gaulle. A l'appel des centrales syndicales et des partis ouvriers, le NON massif au référendum d'avril 69 signifiait son congé à De Gaulle.

Rien pour autant n'est résolu.

... LES PROBLEMES DEMEURENT

Pompidou succédant à de Gaulle ne pouvait briser la classe ouvrière. Il sauvegardait le pouvoir du Capital. Sans rien trancher sur le fond, il préservait et défendait les intérêts du Capital financier, des monopoles, du grand Capital, au milieu de l'anarchie et des scandales. Mais, inexorablement, l'impuissance croît, le bonapartisme bâtarde de Pompidou se décompose.

Les échéances approchent :

- L'inflation galopante, la dislocation du marché mondial, une crise économique sans précédent. Déjà en pleine campagne électorale, Giscard d'Estaing met en place un « plan de stabilisation » applicable après les élections législatives par le nouveau gouvernement.
- La perspective, ce sont des dizaines de milliers de chômeurs dans les pays capitalistes, qui s'ajouteraient aux centaines de millions d'enfants, de femmes, d'hommes, qui, en Asie, en Afrique, en Amérique latine, ailleurs, meurent de misère, crévent de faim.
- Toutes les couches de la société seraient sacrifiées à la survie du grand capital : la petite-bourgeoisie des villes et des campagnes, la jeunesse aussi bien que le prolétariat.
- Ce que De Gaulle ne peut imposer « rationnellement » par « la loi », tendra à se réaliser dans le chaos et la violence.
- **La crise du système politique qu'incarne Pompidou annonce :**
- La putréfaction de la société, les temps de la violence et de l'anarchie politiques, les coups d'Etat militaires, les dictatures ;
- un régime social et politique en convulsion ;
- la barbarie.

Une seule solution : **EXTIRPER LES RACINES DU MAL : LE CAPITAL, SES INSTITUTIONS POLITIQUES, SON ETAT, SON GOUVERNEMENT.**

Celles sur les salaires, les traitements, la garantie de l'emploi et de la qualification, les conditions de travail et de vie ; celles sur le droit à l'enseignement, à la formation professionnelle, au métier, au travail ;

celles contre la fiscalité de classe ; celles sur la sécurité sociale, le droit à la santé, la gratuité des soins, le droit au logement ;

celles pour la défense et l'extension des libertés démocratiques, la révocation des lois répressives, la dissolution des corps répressifs (CRS et autres), des milices patronales ;

celles qui concernent les droits et garanties nécessaires à la jeunesse : au lycée, au CET, à l'université, à l'armée ; le droit de vote à 18 ans, le droit de gérer leurs foyers et maisons de jeunes, et bien d'autres revendications encore, que soulèvent le prolétariat, la jeunesse, les masses exploitées des villes et des campagnes.

MAIS QUEL GOUVERNEMENT PEUT LES SATISFAIRE ?

Aucune des revendications élémentaires et fondamentales du prolétariat, de la jeunesse, des masses, n'est compatible avec le régime capitaliste en putréfaction. Le Capital, son Etat, ses gouvernements, peuvent reculer, ruser, manœuvrer, il est impossible qu'ils satisfassent durablement les revendications, qu'ils respectent les libertés démocratiques, qu'ils respectent les droits et garanties arrachés par le prolétariat.

A la question : « Quel gouvernement peut satisfaire les revendications ? », il n'existe qu'une réponse : **SEULEMENT UN GOUVERNEMENT DES GRANDS PARTIS OUVRIERS, UN GOUVERNEMENT FORME PAR LE PS ET LE PCF, UN GOUVERNEMENT SANS REPRESENTANT DES PARTIS BOURGEOIS.**

Il faut être net et précis :

« CHANGER LA VIE » EXIGE

- la satisfaction de toutes les revendications ;
- la garantie et l'élargissement des libertés démocratiques ;
- la défense de la laïcité à l'école, la révocation des lois Debré-Pompidou — « pas de curés, pas de patrons à l'école » —, l'expropriation des écoles libres dirigées par les Eglises et le patronat, l'abrogation du statut d'Alsace-Moselle.

« CHANGER LA VIE » EXIGE

- orienter la production selon un plan qui réponde aux besoins des masses, élaboré et appliqué sous le contrôle de la classe ouvrière ;
- en finir avec le régime du profit particulier ;
- exproprier le capital financier, les monopoles, le grand capital, sans indemnité ni rachat.

EST-IL POSSIBLE DE « CHANGER LA VIE » EN S'ALLIANT

à FILIPPI (ministre de Pétain, banquier), à LAMIRAULT (P-DG d'Alfa Roméo), à MAROSELLI (administrateur de compagnie d'assurance), à Maurice FAURE (député réactionnaire, politicien présent dans toutes les combinaisons bourgeoises), à FABRE (digne successeur de Daladier et compagnie), ainsi qu'à toute une bande de politiciens bourgeois corrompus ?

Aucun doute, la réponse est : **NON.**

« **CHANGER LA VIE** », cela exige de rompre avec tous les partis et politiciens de la bourgeoisie, de l'UDR aux radicaux de droite et de gauche. Les dirigeants du PS et du PCF ne « changeront pas la vie » en maintenant leur alliance avec les radicaux « dits de gauche », défenseurs de l'ordre bourgeois, des monopoles et des banques, banquiers eux-mêmes.

« **L'union de la gauche** » est sans rivage à droite. Les radicaux de gauche assurent le « relai » entre les partis ouvriers et les partis de la bourgeoisie.

Il faut choisir : « **L'UNION DE LA GAUCHE** » avec les partis et hommes politiques de la bourgeoisie ou le **FRONT UNIQUE DES ORGANISATIONS OUVRIERES.**

Il faut choisir : **GOUVERNEMENT LIE AUX INTERETS DU CAPITAL** ou **GOUVERNEMENT DU PS ET DU PCF SANS MINISTRES REPRESENTANT LES PARTIS ET LES INTERETS DU CAPITAL.**

**TRAVAILLEUSES, TRAVAILLEURS,
MILITANTS, JEUNES,**

La lutte de classe entre la bourgeoisie, son Etat, son gouvernement et le prolétariat occupe tous les terrains, utilise toutes les formes : la grève partielle, la grève générale, les manifestations, les élections législatives.

Les partis ouvriers, le prolétariat, peuvent et doivent faire des élections législatives de mars 73 une grande bataille et une grande victoire de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses laborieuses, sur le Capital, son gouvernement, ses partis, son Etat.

En mai-juin 68, le prolétariat pouvait vaincre. Il suffisait que les confédérations syndicales centralisent et organisent la grève générale, qu'elles constituent le Comité Central National de la Grève Générale. Il suffisait que le PCF, le PS, combattent ensemble pour former un gouvernement sans ministres capitalistes. En avril 69, à l'appel des centrales syndicales et des partis ouvriers, un NON massif signifiait son congé à De Gaulle. Mais la division des partis ouvriers permettait à Pompidou de succéder à De Gaulle. En avril 72, Pompidou a subi un échec politique qui pouvait tourner au désastre si le PS et le PCF avaient appelé à répondre **NON à Pompidou.**

Aux élections législatives, il faut : **VAINCRE LES PARTIS ET LES HOMMES POLITIQUES DU CAPITAL, DE L'UDR AUX RADICAUX DE DROITE ET DE GAUCHE.**

C'est possible : UNITE DES PARTIS OUVRIERS CONTRE LES PARTIS DU CAPITAL.

Pas une voix aux représentants des banquiers, des monopoles, à l'UDR et à ses alliés.

Pas une voix aux représentants des banquiers et des monopoles.

les radicaux de droite et de gauche, les FILIPPI, les MAROSELLI et LA CLASSE OUVRIERE, LA J EN ONT :

— de la hausse du coût de l'insécurité de l'emploi, de la sécurité sociale, aux droits, à la classe ouvrière, les masses la — de la conclusion, de la

— de la mise en cause de anti-casseurs », du règne des — des agressions contre les des meurtres politiques, des m

— des milliards et des m patronales, aux Eglises ; — de la lente désagrégation nelle à l'université ; — de la liquidation progres de « l'apprentissage » pris en LA CLASSE OUVRIERE, LA J n'acceptent pas le sort que le

Depuis la grève générale de des mineurs de potasse, des ch de Nantes, la classe ouvrière constamment combattu. Les n « numerus clausus », la sélection classe ouvrière. A maintes reprises contraints de reculer. La cl laborieuses n'ont pourtant pas

Elles ont appris que pour vi — l'unité des organisations et ouvrière sont nécessaires ; — « les syndicats doivent être au service des travailleurs ».

— sous la direction des synds syndicaux lorsque la grève s'est grève élys par les travailleurs les luttes.

La classe ouvrière, la jeunesse leurs grèves, leurs mouvements seront victorieux s'ils s'intègrent gouvernements du Capital.



VOTEZ CLASSE VOTEZ

L'OCI, l'AJS participent à la e des grèves, des manifestations, au cours de cette campagne é lions des masses.

Elles ouvrent la perspective **MINISTRE CAPITALISTE.**

Sans conditions, l'OCI et l'A Le prolétariat est prêt à s'eng bataille politique.

Là où l'OCI et l'AJS présen

VOTEZ

C'est voter pour le program gouvernement qui exproprie le b bourgeois, qui constitue l'Etat, la classe ouvrière. Voter OCI- nement ouvrier.

C'est affirmer la nécessité de les travailleurs, les jeunes qui rompent avec les partis bourgeois se battent pour former un gouv

C'est affirmer que le social C'est s'organiser et lutter p a été exproprié, la démocratie sonnés politiques libérés.

C'est exiger le retrait des tr et des autres pays de l'Europe

VOTEZ

C'est se dresser contre l'in vietnamien et de tous les peup

C'est insérer la lutte du pr tariat du monde entier, contre parasitaires.

C'est lutter pour les Etats socialisme.

Toute l'histoire le prouve, tou le capitalisme, prendre le pou bâtir LE PARTI DE LA REVOLUT enseignements de Marx, Engel gramme élaboré par Léon Trot nationale.

VOTEZ

Biblioteca de Comunicació i Hemeroteca General CEDOC Participar à la const França i la reconstrucció de le socialisme.

che : les FABRE, les Maurice FAURE, compagnie. LUNESSE, LES MASSES LABORIEUSES.

SEZ !

la vie, de l'inflation, du chômage, de la déqualification, des atteintes à la santé, conquêtes arrachées par la lutte ; corruption, des scandales.

SEZ !

Libertés démocratiques, de la loi, des policiers et des CRS ; militants des organisations ouvrières, des comités patronales dans les usines.

SEZ !

liards aux écoles libres, aux écoles de l'enseignement, de l'école mater-

ive de la formation professionnelle, main par le patronat.

LUNESSE, LES MASSES LABORIEUSES

réserve la société capitaliste.

mai-juin 68, jusqu'aux récentes grèves éminents, des travailleurs du bâtiment et, à ses côtés, la jeunesse ont soutenus des étudiants contre le régime, s'intégrèrent aux mouvements de la jeunesse, le Capital, le gouvernement ont été ouvrier, la jeunesse, les masses ouvrières.

incré : syndicales, la démocratie syndicale

re aux travailleurs », « les permanents

licats, la responsabilité des dirigeants, il faut former les comités de qui dirigent, centralisent, organisent

ne, les masses exploitées savent que si prendront toute leur puissance, tant à l'action politique contre les



CONTRE CLASSE OUVRIER

campagne électorale. Ainsi qu'au cours des luttes, l'OCI et l'AJOS expriment l'aspiration des revendications et aspirations d'un GOUVERNEMENT PS-PCF SANS

l'OCI luttent pour un tel gouvernement.

ger dans l'enthousiasme dans cette

ent des candidats :

R.O.C.I.

me de la classe ouvrière, pour un Capital, qui en finisse avec le pouvoir ouvrier, qui établisse le pouvoir de la classe ouvrière, c'est combattre pour le gouver-

rassembler, d'organiser les militants, peuvent agir pour que le PS et le PCF réalisent le Front Unique Ouvrier, formé sans ministres capitalistes. Le Front Unique est un et indivisible.

ur que dans les pays où le Capital ouvrier soit respecté, les emprises d'occupation de Tchécoslovaquie de l'Est.

R.O.C.I.

rialisme : pour le droit du peuple de disposer d'eux-mêmes. Le prolétariat français dans celle du prolétariat capital, contre les bureaucraties

Unis Socialistes d'Europe, pour le

l'histoire le démontre, pour vaincre le capitalisme, pour construire le socialisme, il faut un parti prolétarien sur la base des principes de Lénine, Trotsky, à partir du programme de la IV^e Inter-

R.O.C.I.

uction du parti révolutionnaire en France, la IV^e Internationale. C'est voter pour

où vont les dirigeants de la ligue "communiste" (2)

LE ralliement « spectaculaire » des dirigeants de la Ligue Communiste à « l'Union de la Gauche », salué comme une preuve de réalisme par la presse bourgeoise de toutes tendances, n'a, il faut bien le dire, laissé interloqués ceux qui, pourtant, ont quelque habitude des multiples contorsions de Krivine-Weber et Cie.

Certes, depuis de longues années, l'avant-garde révolutionnaire avait pu apprécier les méandres « compliqués » de ces fins stratèges qui se targuent d'une profondeur politique sans exemple.

Ainsi, avant mai-juin 1968, les dirigeants de la Ligue, P. Frank et Krivine, ont-ils signé, avec les députés UDR, un appel pour le milliard au Vietnam. Ainsi, après la grève générale se sont-ils lancés à corps perdu dans la politique aventuriste sans aventure du gauchisme petit-bourgeois. Certes la liste des 200 noms de « soutien » à la candidature de Krivine aux élections présidentielles de 1969 n'est, à ce jour, pas encore connue des travailleurs.

Mais tous ces éléments d'appréciation et bien d'autres encore pouvaient apparaître à la rigueur comme de « l'amateurisme » selon le terme utilisé par D. Bensaid dans un article publié dans Rouge (n° 184 du 16-12-72), caractérisant la politique de son organisation avant son récent congrès.

Il s'agit à présent de tout autre chose qui exige, avant de présenter des conclusions, que soient rassemblés et analysés les principaux faits permettant de formuler une appréciation objective de la place politique que les dirigeants de la Ligue ont décidé d'occuper.

— Premier tour de passe-passe

« Petits-bourgeois », pour un marxiste, n'est pas une injure, mais la caractérisation de classe d'un courant politique qui tend à substituer à la réalité sociale et politique la phrase, afin de passer sous silence des choses essentielles. Les dirigeants de la Ligue, en vue de détourner les militants et jeunes de la nécessité de rester fidèles au Programme de la IV^e Internationale, reportent leur attention sur une fiction : la possibilité de construire le Parti révolutionnaire en étant invités dans les locaux... de l'ORTF et en gagnant la bienveillance des journalistes bourgeois ; c'est ainsi qu'ils assument leur « crédibilité » — selon leur propre vocabulaire — aux yeux de « l'opinion publique ».

Krivine-Weber-Frank savent parfaitement que pour Trotsky le Front populaire, alliance des partis ouvriers avec le Parti radical est synonyme de politique de trahison. Il leur faut donc, pour justifier l'union de la gauche, gommer le Parti radical.

Weber avec le cynisme petit-bourgeois dont il est coutumier, écrit dans Rouge (n° 184) :

« N'en dépitaise aux lambertistes, le ralliement des radicaux de gauche ne change en rien la nature de classe de l'Union de la Gauche, le caractère marginal de ces ralliés attesté par le fait qu'ils n'ont même pas participé aux tractations sur le Programme Commun qu'il leur a fallu signer ! »

Nous reviendrons plus loin sur la « nature de classe de l'Union de la Gauche » qui, s'il fallait en croire Weber, serait « ouvrière » puisque les radicaux de gauche y seraient entrés par la petite porte. Si tel était le cas, la tendance minoritaire qui a recueilli 71 mandats au Congrès de la Ligue n'aurait pas tort d'écrire dans un amendement à la résolution majoritaire présentée au Comité central des 16 et 17 septembre 1972 (amendement Petersen) :

« Nous voterons et appellerons à voter pour le candidat du PC... Toute autre attitude ferait courir le risque d'un échec non négligeable de faire passer un candidat de la bourgeoisie, faute politique majeure dont nous payerions le prix pendant longtemps. »

Indépendamment de ce que l'on peut penser à ce stade de l'analyse

de Petersen, il est exact de dire que si l'Union de la Gauche est un « Front de classe », le fait de présenter des candidats de la Ligue aux élections risque, en faisant perdre des voix au PCF, d'affaiblir ce front de classe au profit de la bourgeoisie. Si, de plus, on estime, comme les dirigeants de la Ligue, que la victoire de l'Union de la Gauche « est une alternative globale au pouvoir en place » ouvrant une possible perspective révolutionnaire, n'est-ce pas là une trahison majeure que d'affaiblir cette possibilité ?

— Front populaire et Union de la Gauche

Répetons-le : le Front populaire a été une alliance des partis ouvriers avec la grande bourgeoisie représentée par le parti radical. Le fait que l'Union de la Gauche est une alliance des partis ouvriers avec la grande bourgeoisie représentée par les débris de parti radical, n'enlève rien à sa signification mais ne fait que renforcer tous les traits négatifs du Front populaire.



Krivine appelle les travailleurs à soutenir Maurice Faure.

Le parti radical n'est plus que débris : cela démontre d'une part la profondeur de la crise de domination de classe de la grande bourgeoisie et, d'autre part, ne change rien au contenu de classe de la formation politique dirigée par le banquier Filippi, l'Administrateur des grandes Compagnies d'Assurances Maroselli, et d'autres défenseurs du grand Capital.

La superbe de Weber écrivant : « n'en dépitaise aux lambertistes », n'a rien à voir avec l'OCI à qui les faits ne plaisent... ou ne déplaisent... Ils sont ! Et c'est pourquoi il lui faut violer — en paroles — outrageusement les faits ; prétendre faussement, pour s'en féliciter ensuite, que les radicaux de gauche seraient entrés dans l'Union de la Gauche en signant « à la dérobée » le Programme Commun.

Le contenu du Programme Commun le démontre, qui a été rédigé non seulement pour réaliser l'alliance des partis ouvriers avec les radicaux de gauche représentant les banquiers, mais également, ainsi que vient de l'affirmer Marchais, pour réaliser une alliance avec des formations plus « à droite » si l'on peut dire : des réformateurs et même de la majorité. Alors que les masses populaires se radicalisent à gauche, l'Union de la Gauche ralliant les chefs ouvriers, traduit la volonté de constituer le barrage « à droite » (bourgeois) à leurs aspirations.

Alors que pour les travailleurs des villes et des campagnes, le PS et surtout le PCF devraient défendre leurs intérêts et aspirations, l'alliance des partis ouvriers avec les débris du parti radical assure aux radicaux de gauche, dans l'Union de la Gauche, non seulement une place égale mais encore privilégiée. Pour tenter de leur garantir cette place, sur l'injonction de Mitterrand, le parti socialiste a abandonné aux radicaux de gauche, volontairement, des sièges qui auraient dû lui revenir aux élections.

— Second tour de passe-passe

Weber l'écrit, il faudrait le croire sur parole : les « radicaux de gauche et le PS, groupements vestiges et marginaux, ne sont pas les partis de la grande bourgeoisie ». Mais si les radicaux de gauche ne sont pas un parti de la grande bourgeoisie, ils doivent bien être quelque chose d'autre ! Ce ne sont tout de même pas des ombres évanescentes. Filippi, Maroselli, Faure, M. Faure aussi vestiges solent-ils, doivent bien représenter des intérêts ? Nous ne ferons pas l'injure à Weber de lui donner à penser qu'ils représenteraient les intérêts de la classe ouvrière.

Si donc les radicaux de gauche ne représentent ni les intérêts de la grande bourgeoisie, ni ceux de la classe ouvrière, ils seraient les porte-parole de la petite-bourgeoisie (classes moyennes). Weber, en dépit de toutes les cabrioles qu'il doit accomplir pour tenter vainement de camoufler la capitulation de la direction de la Ligue sur la ligne de collaboration de classes, est ainsi contraint de reprendre l'argument de Duclos-Thorez-Fajon qui justifiait le Front populaire en 1935 comme l'alliance de la classe ouvrière avec les classes moyennes représentées par le parti radical. Trahison, écrivait Trotsky.

Weber et Krivine n'en sont pas à un tour de passe-passe près. En plaçant les radicaux de gauche sur le même plan que le PS, ils n'hésitent pas à se contredire, tout en gardant le plus grand silence, répétons-le, sur les radicaux de gauche dont on pourrait croire, à la lecture de la résolution politique du congrès de la Ligue, qu'ils ne sont pas signataires du Programme Commun. Cette résolution caractérise le PS comme ne pouvant « être défini aujourd'hui, ni comme un parti bourgeois, ni comme un parti ouvrier bourgeois ». Nous n'insisterons pas dans cet article sur cette caractérisation non marxiste du parti socialiste, ou tout au moins très partielle.

En tout cas, pour la Ligue, à son Congrès de décembre 1972, le PS n'est plus caractérisé comme il le fut par le CC de la Ligue des 24-25 mai 1970 : « De parti ouvrier, la social-démocratie devient un parti bourgeois ».

Un tour de passe-passe de plus ? Certes, mais aussi bien, Weber-Krivine ne sont pas plus de purs esprits — désincarnés — que ne le sont les radicaux de gauche ; ce maquillage indécemment à un but précis : le PCF, pour ces gens, étant le seul parti ouvrier, il ne faut plus que le PS soit un parti bourgeois dans l'Union de la Gauche, sinon l'appel à voter « Union de la Gauche » apparaîtrait pour ce qu'il est : un vote pour le sauvetage de l'Etat bourgeois.

Il faut à Weber-Krivine-Frank commencer à jeter par-dessus bord ce qu'ils n'ont cessé d'expliquer. L'opération a commencé, sans l'ombre d'une explication : le PS n'est plus pour eux un parti bourgeois s'il n'est pas encore un parti ouvrier. S'il n'est donc plus un parti bourgeois, l'alliance PCF-PS, en gommant bien entendu les radicaux de gauche, devient un « Front de classe ».

Il est donc possible d'appeler à voter « Union de la Gauche » !

Ces messieurs pensent qu'avec la télévision et la bénédiction de la presse bourgeoise, tout leur sera permis. Ils pensent pouvoir tromper tout le monde et, avant tout, les jeunes qui en adhérant à la Ligue ont cherché les voies de la construction de parti Révolutionnaire de la 4^e Internationale. Qui vivra verra !

Une première conclusion s'impose : alors que toute la situation le commande, le Front Unique Ouvrier PS-PCF exigeant le pouvoir pour satisfaire les revendications, exprime les espoirs de millions et de millions de travailleurs. Les dirigeants du PCF et du PS, en signant un accord avec les radicaux de gauche, affirment une volonté non équivoque de sauver la société bourgeoise. Les dirigeants de la Ligue-LO appellent à voter politique. Au compte de quels intérêts de classe ? Nous y reviendrons.

De nouveaux combats s'annoncent

LA révolution hongroise des Conseils ouvriers ne marqua pas seulement, en octobre-novembre 1956, le point culminant de la vague révolutionnaire européenne inaugurée par l'insurrection est-allemande du 17 juin 1953 et la grève générale française du mois d'août de la même année. Les ouvriers, les paysans, les intellectuels, les étudiants hongrois firent voler en éclats l'appareil bureaucratique de l'Etat et du parti, édifièrent leurs Conseils, les centralisèrent au sein du Conseil central du Grand-Budapest et tentèrent même, en pleine occupation russe, de les rassembler en un « Conseil National », un congrès national des Conseils, voué par l'histoire à être l'organe de leur pouvoir.

Ils avaient ainsi fait leur, sans pourtant la connaître, la perspective ouverte dans le programme de la IV^e Internationale, en 1938, à propos de l'URSS, par Léon Trotsky.

Les travailleurs qui, après eux, ont engagé à leur tour, en Tchécoslovaquie ou en Pologne, sur la base même de leurs conquêtes socialistes et pour les sauvegarder, le combat contre la bureaucratie, agence et alliée de l'impérialisme, ont inéluctablement emprunté le chemin jalonné, douze ou quatorze ans plus tôt, avec une netteté, une précision insurpassable, par leurs frères de Hongrie.

Un peu plus tôt, un peu plus tard, les travailleurs de l'Union soviétique elle-même s'y engageront à leur tour : ils briseront le pouvoir et les privilèges usurpés par la bureaucratie et restaureront, à un niveau historique incomparablement plus élevé, la démocratie prolétarienne, le pouvoir des Conseils une première fois victorieux en octobre 1917. Ils ne manqueront pas alors de se retourner vers la révolution hongroise des Conseils ouvriers, comme vers le premier grand précédent historique de leur triomphe.

LA PORTEE HISTORIQUE DE LA REVOLUTION HONGROISE

Ce n'est certes pas un hasard si les trotskystes authentiques, organisés aujourd'hui par l'OCI, furent en 1956 les seuls à reconnaître la portée historique de cette révolution, en un temps où les dirigeants stalinien du PCF, bien loin de « désapprouver », même du bout des

dirigeants et les cadres des Conseils ouvriers et des Comités révolutionnaires d'intellectuels, d'étudiants, de paysans hongrois, les uns pendus, les autres condamnés à de lourdes peines de prison ou encore réduits à émigrer, n'auraient suffi à démorales profondément et durablement la jeunesse et les ouvriers hongrois, il y fallut encore qu'ils fussent dépourvus de toute perspective claire et cohérente.

La crise de la IV^e Internationale, ouverte en 1951 par la trahison de Pablo-Mandel-Frank, empêcha presque entièrement la voix du marxisme de notre époque, le trotskysme, de parvenir aux combattants hongrois des Conseils : elle seule pouvait cependant leur faire sentir la place de leur révolution dans l'histoire, dans l'unité mondiale de la lutte du prolétariat contre le capitalisme à l'Ouest et ses agences bureaucratiques à l'Est : elle seule pouvait leur ouvrir la perspective indispensable du nouveau parti international de classe du prolétariat, de la IV^e Internationale, l'unique remède possible dans l'avenir à cet isolement qui avait condamné leur révolution, l'unique outil propre à mobiliser la solidarité internationale du prolétariat, au moyen d'une stratégie exprimant en termes de conscience, de mots d'ordre, de programme, d'organisation, le combat mondial pour la révolution prolétarienne.

Le reflux de la vague révolutionnaire, marqué notamment à Paris par l'accession au pouvoir de De Gaulle, fit le reste,

LA MANIFESTATION DU 15 MARS 1972

Divers signes montrent cependant aujourd'hui que le silence de mort qui s'était apesanti, de longues années durant, sur le pays d'Imre Nagy, et qui y régnait encore lorsqu'une nouvelle vague révolutionnaire, d'une ampleur incomparablement plus grande, débuta en 1968 à Paris et à Prague, commence à se dissiper.

Le premier signe en a été cette manifestation de plusieurs centaines de jeunes travailleurs qui se rassemblèrent, le 15 mars 1972, autour de la statue du héros national hongrois de 1848, Petöfi. Cette fête nationale et démocratique plus que centenaire est interdite depuis 1956 par la bureaucratie : celle-ci, avec ce sens de l'humour noir qui n'appartient qu'à elle, prétend lui substituer le 4 avril, date de la libération de la Hongrie, en 1945, par cette armée de l'URSS dont plusieurs dizaines de milliers d'hommes stationnent encore aujourd'hui, seize ans après 1956, dans le pays.

La manifestation du 15 mars 1972, combattue par la Jeunesse Communiste (KISZ), avait pris naissance dans les clubs semi-clandestins d'activités théâtrales ou artistiques, diverses. Nombreux furent cependant les membres de la JC à y participer, et le comité central de cette organisation fut contraint de prendre la défense de ces jeunes qui, plusieurs fois dispersés par la police au cours de leur marche, parvinrent cependant à leur but. Un bon nombre furent arrêtés : quatre d'entre eux, organisateurs ou prétendus tels de la manifestation, furent condamnés à des peines de prison de trois à six mois.

Cette affaire apparemment bien mince n'était cependant qu'un léger symptôme d'une crise profonde, si profonde déjà qu'elle devait amener quelques mois plus tard Leonid Brejnev à se précipiter à Budapest, premier maître du Kremlin à s'y rendre depuis ces temps sombres de l'automne 1956 où Khrouchtchev, derrière ses tanks, était venu introniser János Kadar. Pour le comprendre, il faut examiner la nature des forces qui poussent aujourd'hui les travailleurs et la jeunesse de Hongrie à renouer avec 1956, et les perspectives politiques qu'ouvre cette situation nouvelle.



Octobre 1956 à Budapest : la révolution politique liquide en quelques jours l'appareil de la bureaucratie stalinienne qui ne pourra être remis sur pied que par deux interventions des chars de la bureaucratie du Kremlin.

lèvres, l'irruption des tanks de Khrouchtchev, hurlèrent à la mort contre le Conseil central ouvrier de Budapest ; cependant que les centristes de tout poil, au premier rang les révisionnistes pablistes, aujourd'hui rassemblés dans la Ligue de Mandel-Krivine-Weber, déplorèrent ces événements, qui n'étaient à leurs yeux qu'une regrettable déviation du cours véritable de l'histoire, celui de l'auto-réforme de la bureaucratie. Cette auto-réforme, ils en avaient d'ailleurs découvert le héros, le symbole vivant, sur qui ils ne tarisèrent pas d'éloges : Wladyslaw Gomulka.

Cependant, ni les massacres perpétrés par les tanks du « libéral » Khrouchtchev, ni la répression qui s'ensuivit contre les

La démoralisation et l'absence de perspective envahit les rangs de ces travailleurs, de ces jeunes qui avaient tenté, avec une résolution et un héroïsme exceptionnels, d'« escalader le ciel », mais en vain. Une de ces plaisanteries qui servent aux travailleurs des pays de l'Est en général, mais tout spécialement aux Hongrois, à exprimer leur haine de la bureaucratie tant qu'ils ne peuvent pas la combattre ouvertement, reflète leur état d'esprit de l'époque : c'est la mythique Radio-Erivan qui, répondant à ses auditeurs, à la question : « Quelle issue y a-t-il à une situation sans issue ? », répliqua avec dédain : « Nous ne répondons jamais aux questions sur les problèmes globaux de la société. »

Au lendemain de 1956, la bureaucratie du Kremlin, après avoir reconstruit à partir du sommet son appareil hongrois, s'efforça de lui trouver un appui dans d'autres couches sociales que la classe ouvrière, et contre celle-ci. La collectivisation forcée fut arrêtée, et divers avantages octroyés aux paysans entrés dans les coopératives, paysans dont le revenu ne dépendait pas seulement du travail fourni par eux, mais aussi de la valeur plus ou moins grande du bétail, des bâtiments et de la terre apportée en y entrant.

Cependant, l'industrie nationalisée était soumise à une planification ultracentralisée, et les cadres recevant des primes indexées sur la quantité d'objets produits, sur le dépassement quantitatif du plan axé sur l'industrie lourde, sans aucun souci des besoins des masses, voyaient se développer leurs privilèges en dépit de leur incompétence. En même temps, les produits élémentaires de consommation manquaient dans les magasins, où l'on ne trouvait que des marchandises invendables parce qu'inutiles, et la misère s'appesantit sur les travailleurs et la jeunesse. Une autre de ces « blagues » qu'affectionnent tant les Hongrois caractérise fort bien cette période :

« Savez-vous pourquoi il est impossible de trouver du papier hygiénique ? — Bien sûr. Quand "ils" ont oublié que, pour une tête, "ils" ont plusieurs culs ! »

Cependant, les réformes appliquées dans les divers pays d'Europe de l'Est et en URSS elle-même à partir de 1965 se donnaient pour but de « rentabiliser » les économies de ces pays, c'est-à-dire de les adapter aux exigences du commerce sur le marché capitaliste mondial, d'y développer les forces centrifuges par rapport à la planification et d'y renforcer les éléments petits-bourgeois, les privilégiés de toute sorte contre la classe ouvrière. Partout, elles ont contribué à aggraver les conflits au moins latents entre ouvriers et bureaucraties, ces derniers devant à plus d'une occasion reculer, parfois devant la simple menace de voir le prolétariat se dresser pour la défense des conquêtes socialistes remises en cause, parfois, comme en Pologne, devant la lutte ouverte engagée par les ouvriers de Gdansk, de Szczecin et de Silésie, la forçant à reculer plus profondément.

Mais la caste bureaucratique éprouve aujourd'hui le besoin organique d'ancrer plus profondément ses privilèges et son alliance contre-révolutionnaire avec l'impérialisme, au moyen d'une intégration plus poussée de la zone économique qu'elle contrôle au marché capitaliste mondial, et c'est pourquoi elle ne peut pas ne pas revenir chaque fois à la charge.

Cette réforme apparut au régime de Kadar comme venant à point pour atteindre son objectif politique essentiel : développer les forces petites-bourgeoises sur lesquelles elle s'appuie contre les ouvriers qu'elle redoute. Mise en vigueur plus tard qu'ailleurs, à partir du 1^{er} janvier 1968 seulement, elle prit tout de suite une ampleur qui valut à la Hongrie une attention toute particulière et des éloges mitigés de sarcasmes dans la presse économique des pays capitalistes. Quels sont les traits généraux de cette réforme et comment, en accélérant la différenciation sociale, elle hâte le retour à une vie politique active de la jeunesse et des travailleurs en général ? C'est ce que nous examinerons dans notre prochain article.

S.E.L.I.O.

SOCIÉTÉ D'ÉDITION LIBRAIRIE - INFORMATIONS OUVRIÈRES
87, rue du Faubourg-Saint-Denis - PARIS 10^e

Parmi les dernières parutions :

L. TROTSKY : Défense du marxisme - Introduction de J.J. Marie	23,50 F
G. LORA : Bolivie : de la naissance du POR à l'Assemblée Populaire	29,50 F
O. ANWEILER : Les soviets en Russie, préface de P. Broué	45,00 F
F. VENTURIE : Les intellectuels, le peuple et la révolution	130,00 F
R. MEDVEDEV : Le stalinisme	49,00 F
SOLJENITSYNE : Août quatorze	39,00 F

Pour la défense de l'OCI

SOUSCRIVEZ MASSIVEMENT
À LA CAMPAGNE POUR

30 millions J(a.f.)

Envoyez tous chèques, bancaires ou postaux (avec leurs trois volets) ou mandats-poste, à Gérard ILTIS, 71 M, route de Ravé-Blanc, 92 - Clamart.

nouvelles arrestations en Tchécoslovaquie

La lutte ne pas cessé en Tchécoslovaquie entre des millions de travailleurs et la bureaucratie. A tel point qu'à Prague, à la veille de Noël, une série d'opérations de police de vaste envergure aboutit à 500 perquisitions, dont 358 interpellations et 31 arrestations maintenues, comme le rapporte un quotidien officiel.

Travailleurs et intellectuels continuent à affirmer hautement leur volonté de lutte.

Ainsi en dépit de la destruction totale de l'Union des écrivains tchécoslovaques, quelques-uns des membres de la nouvelle Union ont joint leurs signatures à celles d'intellectuels connus du « printemps de Prague » tels que Ludvik Vaculik, Pavel Kohout, Vaclav Havel, Jan Kopecky, le philosophe Karel Kosik, sous le texte d'un appel demandant au président de la République l'amnistie des prisonniers politiques.

Une fois de plus les normalisateurs se déchainent par la calomnie contre les défenseurs des droits démocratiques, et tentent de passer à l'offensive en osant dénoncer « une campagne organisée sur l'initiative et avec le soutien des centres anti-communistes occidentaux, qui cachent derrière un intérêt hypocrite pour l'homme une haine inhumaine à l'égard du système socialiste en Tchécoslovaquie ».

Tous les militants ouvriers, toutes les organisations qui ont arraché la libération de Pachman et qui luttent sans relâche pour obtenir celle de tous les autres sont des défenseurs des conquêtes ouvrières, tout comme les travailleurs tchécoslovaques qui ont, en 1968, affirmé bien haut leur volonté de défendre la propriété collective des moyens de production, ont, depuis longtemps réfuté les calomnies de la bureaucratie.

Mais précisément, de moins en moins, des millions de travailleurs et des milliers de militants ouvriers de toutes tendances, acceptent que les droits démocratiques soient bafoués par la bureaucratie parasitaire qui craint pour ses privilèges.



Au moment où les maîtres actuels du Kremlin veulent présenter de Piotr Yakir l'image d'un homme brisé qui aurait « avoué » de prétendus « crimes », nous affirmons hautement qu'il ne saurait être question de croire sur parole les Husak et les Brejnev.

1972 a été l'année où, par son action acharnée, l'avant-garde qui entend poser dans ce pays les bases de la construction du parti de la révolution prolétarienne, est parvenue à faire agir l'ensemble des organisations ouvrières pour la libération de Ludek Pachman qui a ainsi été arraché.

Cet effort militant ne se relâchera pas en 1973, année capitale pour l'avant-garde révolutionnaire, non seulement en France, mais aussi à l'Est de l'Europe où la bureaucratie veut éliminer toute opposition indépendante.

Tel est le sens des procès de Tchécoslovaquie de l'été dernier qui ne sont cependant pas parvenus à porter des coups mortels à l'opposition socialiste et communiste. Tel est le sens du procès de Piotr Yakir qui se prépare dans les conditions que nous relatons par ailleurs.

Il y a trente-cinq ans, au moment des monstrueux procès de Moscou, puis il y a vingt ans lors des procès truqués dans les pays de l'Europe de l'Est, il n'a pas été possible au mouvement ouvrier international de sauver de la peine de mort les militants frappés par le stalinisme. En 1936-1938, Staline a pu liquider impunément des centaines de milliers de militants bolcheviks.

Aujourd'hui, seize ans après la révolution hongroise des conseils ouvriers de 1956 qui a mis à l'ordre du jour le renversement de la bureaucratie parasitaire usurpatrice du pouvoir des travailleurs, près de cinq ans après le printemps de Prague continué de la révolution hongroise, il est possible de sauver les militants, les travailleurs contre qui s'acharnent les successeurs de Staline.

En 1972, toute une série d'étapes importantes ont été franchies dans la voie de la mise sur pied de la Commission ouvrière internationale d'enquête.

C'est, le 10 février 1972, la constitution du Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques dans les pays de l'Europe de l'Est qui parviendra, en mai, à arracher la libération de L. Pachman.

Des milliers de travailleurs, de militants, de nombreux syndicats s'associent aux campagnes du Comité.

C'est, les 28 et 29 octobre, à la Mutualité, le rassemblement militant de près de 3 000 militants de toutes tendances qui affirment : « Les libertés ne se divisent pas », « le socialisme est indivisible ».

Car le devoir élémentaire de tous ceux qui combattent pour l'abolition du régime de la propriété privée en France, pour le socialisme dans ce pays, commande de ne pas accepter qu'au nom du socialisme soit étouffée, dans les pays de l'Europe de l'Est, la voix de ceux qui ont démontré, par leurs actes, être parmi les champions du socialisme, les Yakir et Grigorenko, les Skutina et les Hochman, et tant d'autres...

1972 a été l'année de l'organisation des forces militantes.

1973 doit être l'année du déploiement de ces forces pour faire céder la bureaucratie, pour sauver nos camarades.

Que la lumière soit faite sur les camps et les procès politiques de militants socialistes et communistes en URSS et en Europe de l'Est !

Liberté immédiate pour Piotr Yakir et ses camarades, pour tous les emprisonnés politiques en Tchécoslovaquie !

Pour la constitution dans des délais proches de la commission ouvrière internationale d'enquête qui fera respecter les droits des militants persécutés et arrachera leur libération !

BULLETIN DU COMITE

Pour la libération immédiate des emprisonnés politiques dans les pays de l'Europe de l'Est

Abonnements et souscriptions :

Un an (au moins cinq numéros) : à partir de 10 F (C.C.P. Alain Challier n° 31 547-74 - La Source), 48, rue Louise-Michel, 92-Levallois-Perret

Numéro double sur le rassemblement militant des 28 et 29 octobre 1972 au prix de 4 F.

Le K.G.B. tente de discréditer et de briser PIERRE YAKIR

La bureaucratie du Kremlin fournit des « informations » très minces sur l'arrestation du combattant bolchevik Piotr Yakir qu'elle tente de présenter, depuis un mois, comme un homme fini qui aurait « avoué » et, mieux encore, dénoncé ses camarades restés dans l'opposition.

C'est ce qu'affirme une dépêche de l'agence américaine AP publiée par le Times du 30 décembre et un quotidien fasciste italien du même jour.

La dépêche en question nous apprend que Mme Adèle Naidenovitch, dont le mari publie un journal clandestin, a été confrontée le 20 décembre avec Yakir en présence du KGB, dans la prison Lefortovo de Moscou. Et la dépêche ajoute : « Selon la version dactylographiée qui circule dans la capitale soviétique à propos de cette confrontation, Mme Naidenovitch révèle que Yakir l'a dénoncée comme étant l'auteur d'une lettre envoyée, sous un pseudonyme, à Radio-Liberté » (le célèbre émetteur anti-communiste occidental. NDLR).

Le but de la bureaucratie est de mettre Yakir dans la situation d'un homme qui se reconnaît coupable afin de démoraliser les militants encore en liberté de l'opposition communiste.

Les « minutes » vont jusqu'à faire mettre dans la bouche de la « justice » de Brejnev les mots suivants : « Adèle, pourquoi me faudrait-il assumer vos responsabilités ? Les miennes me suffisent pour mes cinq ans d'activité. » Elles soulignent aussi que Yakir, grand buveur, est privé d'alcool en prison, tentant de le déconsidérer par tous les moyens.

Comme dans tous les procès stalinien, des bribes de vérité sont certainement glissées dans les « documents » livrés à la presse.

D'autre part, court à Moscou le bruit selon lequel P. Yakir aurait subi des injections de Pentothal, « le sérum de vérité ».

Il importe de rappeler ce que déclarait Yakir deux mois avant son arrestation à un journaliste britan-

la prétendue confrontation

Mme Naidenovitch s'est rendue à la prison Lefortovo le 19 décembre pour répondre à une convocation du KGB. Dès le premier jour de l'interrogatoire, les enquêteurs l'accusèrent d'avoir remis à Yakir une lettre de protestation et des exemplaires du journal Veche, réalisé par son mari, Vladimir Osopov. Cette personne, qui utilise son nom de jeune fille, repoussa les accusations. On lui permit de rentrer chez elle, mais elle dut se représenter le lendemain pour subir un nouvel interrogatoire.

Après qu'elle ait à nouveau repoussé l'accusation, on la conduisit dans une autre pièce. Yakir était assis à côté d'un magistrat et d'un enquêteur du nom de Kialikh. Ce dernier interrogea : « Pierre Yakir, vous avez bien déclaré que Adèle Naidenovitch vous a remis les textes incriminés. »

Yakir : « Oui, je l'ai reconnu. L'un de ces textes avait été écrit par Adèle elle-même. C'est elle qui me l'a confié. »

Naidenovitch raconte que le visage de Yakir était tranquille. Il ne donnait aucun signe de remords.

Elle repoussa de nouveau l'accusation et c'est alors que Yakir déclara : « Pourquoi devrais-je mentir à votre égard, Adèle ? Vous avez écrit cette lettre en utilisant un pseudonyme. Mes amis et moi-même avons agi

sans nous cacher derrière un pseudonyme. »

Naidenovitch : « Mon dieu, Pierre, je ne vous ai jamais rien remis. »

L'enquêteur : « Ah ! Ah ! Piotr Ionovitch, vous voilà maintenant au service de la propagande religieuse. »

Yakir : « J'ai bien la preuve que c'est Adèle qui a apporté ces documents, car je me rappelle qu'elle était très inquiète lorsqu'elle vint chez moi et qu'elle me dit : « Maintenant, pour moi, c'est la fin. » On avait perquisitionné chez elle. »

Le major avait sténographié toute la conversation. Il semblait courroucé. Puis Yakir dit : « Je désire ajouter que Adèle m'a remis un certain nombre d'autres documents qui n'avaient pas été trouvés lors de la perquisition effectuée chez elle. »

Le procureur : « Piotr Ionovitch, essayez, s'il vous plaît, de vous rappeler tout ce qu'étaient ces documents. »

Naidenovitch à Yakir : « Comment puis-je continuer à vivre lorsque la flamme a été piétinée et que les idéaux ont été détruits ? Je voudrais me suicider. »

Le procureur : « Faites-le donc. Qui donc a besoin de vous ? Faites-le. »

Yakir : « Adèle, pourquoi me faudrait-il assumer vos responsabilités ? Les miennes me suffisent pour mes cinq années d'activité. »

Une question se pose. Comment se fait-il que les minutes de la confrontation entre Mme Naidenovitch et Yakir circulent à Moscou ? Qui a intérêt à faire passer Yakir pour un homme brisé aux yeux de la nouvelle opposition communiste qui poursuit le combat ?

Mais même dans ces minutes dont l'origine est déjà suspecte, on lit que Mme Naidenovitch décrit Yakir comme « un homme qui a été complètement détruit par l'isolement cruel et par les malheurs. Je ne l'ai pas reconnu, ce n'était plus notre Piotr qui avait été pendant des années notre camarade inséparable et qui tenait haut les idéaux de l'existence ».

Et le « témoin » d'ajouter : « Il avait perdu beaucoup de poids, le front était sans rides, les joues roses. A première vue, il avait l'air en bonne santé, mais ses yeux vides me mirent en garde. »

Puis dans la conversation qui est « relatée », Yakir insiste à plusieurs reprises sur le fait que Mme Naidenovitch a écrit une lettre incriminée par le Procureur. Mais rien n'est indiqué quant au contenu du texte qui aurait été envoyé à Radio-Liberté.

nique : « S'ils me rouent de coups, je dirai peut-être n'importe quoi. Je le sais par mon expérience de déporté. Mais vous devez savoir que ce ne sera pas alors le vrai Yakir qui aura parlé. »

C'est le « vrai Yakir », le militant bolchevik, l'inlassable combattant du stalinisme, l'espoir de la nouvelle génération de militants communistes qui se lèvent en URSS contre la bureaucratie, que celle-ci veut tuer.

Les militants qui, à l'Ouest, de l'Europe, combattent, comme Yakir, pour le communisme, ne sauraient laisser accomplir le crime que représente la destruction de l'homme et du militant entrepris par les bourreaux de la Loubianka.

Le procès de Yakir qui est annoncé, c'est le retour aux procès de Moscou de 1936. Mais il est encore temps d'agir. Une commission ouvrière d'enquête doit pouvoir être mise sur pied.

Après les monstrueux procès de Moscou, tout militant honnête doit affirmer qu'il ne saurait être question d'accepter pour argent comptant de prétendus « aveux » de Yakir.

Que tous les militants se fassent sur les conditions de la détention de Yakir !

A Das les nouveaux procès de Moscou !

Faut-il baisser les bras au nom de la coexistence pacifique ?

Du 17 au 31 décembre, c'est un monstrueux déluge de fer et de feu qui s'est abattu sur les régions les plus peuplées du Nord-Vietnam, sur les grandes villes de Hanoi et de Haiphong. En quelques jours, un tonnage d'explosifs supérieur à celui qui a été déversé pendant toute la seconde guerre mondiale sur les plus grandes villes de Grande-Bretagne ou d'Allemagne. Ou sur Hiroshima et Nagasaki lorsque feu Truman décida d'y larguer ses prototypes de bombes atomiques.

Pour amener les ouvriers et les paysans du Vietnam du Sud à plier le genou. Pour saigner à blanc le peuple du Nord-Vietnam. Pour contraindre les combattants à demander grâce.

On reste confondu devant l'hypocrisie et la veulerie qui déferlent des éditoriaux de la presse ouvrière officielle aux propos de ces « libéraux éclairés » qui ont élu domicile au journal *Le Monde*.

Au moment même où les B 52 sont en train de raser Hanoi, Andrieu ose écrire dans *l'Humanité* (30 décembre) : « On peut dire dès maintenant que la plus grande puissance du monde capitaliste est tenue en échec par la résistance du peuple vietnamien. C'est là un fait d'une immense portée pour la suite des événements puisque — l'expérience le montre avec suffisamment de clarté — l'impérialisme américain ne s'incline que devant la force. Deux facteurs l'ont rendu possible. D'une part la mise en place d'une DCA puissante — les fusées soviétiques — capables d'atteindre les B 52 que l'on croyait invulnérables. D'autre part la détermination sans faille qu'ont manifestée les dirigeants et le peuple du Vietnam. Celui-ci n'aurait pas pu tenir dans la guerre féroce qu'on lui mène et faire preuve de tant d'héroïsme s'il n'était pas porté par la certitude de se battre pour une juste cause. »

Le cynisme des dirigeants stalinjens est sans limites. Car s'il est vrai que, le 29 décembre, l'aviation américaine avait perdu seize B 52 (à 10 millions de dollars l'unité), il n'en est pas moins vrai que les experts du Pentagone estiment que la quasi-totalité de l'infrastructure militaire et industrielle en surface du Vietnam a été détruite. Il faut vraiment être Andrieu pour mettre l'une et l'autre chose en balance. Et pour crier victoire pendant qu'hommes, femmes et enfants du Vietnam sont livrés au mitraillage aérien le plus intense de l'histoire des guerres modernes.

Le clercal-libéralisme du *Monde* s'exprime avec d'autres mots. On ne lit pas sans un irrépressible écoeurement la prose douceuse de Jacques Fauvet : « L'accablante pensée, la paradoxale certitude de la paix ne cessent d'inspirer les discours publics de Paul VI notamment en ces dernières semaines. Et sans doute est-ce bien du Pape que les hommes, spectateurs impassibles ou victimes désarmées attendent des mots qui leur affirment qu'il faut envers et contre tout ne pas perdre l'espérance. S'il ne les pro-

nonçait pas avec la conviction acharnée qui demeure la sienne, d'où viendraient de telles paroles lorsque les propos des responsables des grandes puissances ont chaque jour été démentis par leurs actes ? Pourtant, si le message de Paul VI s'adresse à tous, croyants et incroyants, c'est dans une foi surnaturelle qu'il s'inscrit, et sa signification profonde est indissoluble d'un sens de la prière qui échappe aux trois quarts du genre humain. »

Et, tandis que Fauvet tente d'interpréter la « coexistence des silences du Pape », l'éditorialiste de *l'Unità*, quotidien du Parti Communiste Italien du 30 décembre 1972, invoque de son côté une intervention inexistante du « Pontife de l'Église catholique », tant est grand son désir de voir saisir la main qu'il tend à la hiérarchie. Pour y voir, là encore, une « victoire » à l'actif du peuple vietnamien.

Brejnev menace de renvoyer son voyage aux USA... prévu en avril. Mao et Chou-en-Lai font lancer des fleurs sur le passage de Madame Binh, et élèvent leur même « avertissement sévère » adressé à Washington. Les diplomates américains ne sont nulle part plus en sécurité qu'à Moscou et à Pékin. Et c'est de la social-démocratie suédoise, la « très bourgeoise » social-démocratie suédoise selon tous ceux pour qui les « vrais communistes » ont nom Marchais, Brejnev et Husak, c'est de Palme, chef du gouvernement de Stockholm, qu'est venue l'exacte comparaison entre les bombardements en tapis au Vietnam et les crimes hitlériens. Avec, à la clé, la rupture de fait des relations diplomatiques entre la Suède et les États-Unis.

Hommes, femmes et enfants sont matraqués à Hanoi. Les bombardements viennent de reprendre entre le 17^e et le 20^e parallèle. N'y a-t-il donc qu'à baisser les bras, ou à rallier les défilés-bidon et les résolutions sans lendemain ? Le mouvement ouvrier doit-il renoncer à arrêter la main criminelle de l'impérialisme américain ?

Non, mille fois non. Mais les travailleurs du monde n'ont d'autre arme que leur action de classe. Et c'est d'Australie que vient l'exemple, le seul exemple de ce que pourrait, de ce que devrait être, multipliée sur tous les continents, l'immense mobilisation ouvrière qui bloquerait net le boucher Nixon. D'Australie, où l'Union des Marins, organisation syndicale des ports, des docks et de la marine marchande, a décidé le boycott de tous les navires US, qui ne pourront même pas avoir recours aux remorqueurs pour entrer ou sortir des ports australiens.

L'aide au Vietnam, c'est l'action des marins australiens. Le front unique ouvrier, c'est cette action, partout dans le monde. Il n'est d'autre vote pour porter un coup d'arrêt à l'entreprise meurtrière de l'impérialisme US. Tout le reste n'est que phrases creuses.

Liquidation " à l'indonésienne " ?

L'impérialisme US cherche à gagner du temps. Pour tenter de créer les conditions matérielles de l'improbable consolidation du régime du Sud. Ces conditions, c'est d'abord la liquidation à l'indonésienne, non seulement des partisans communistes ou vietcong, mais de tous les éléments qui refusent de se rallier à la pourriture du régime Thieu. Cette liquidation « à l'indonésienne », complètement indispensable des bombardements au Nord, est déjà largement entamée. Selon l'ancien député Ngo Cong Duc (*Le Monde* du 3 janvier 73), il y aurait déjà plus de 200 000 prisonniers politiques au Vietnam du Sud. D'autres sources estiment leur effectif à 300 000. Rafles, tortures, détonations arbitraires et massives se multiplient. Le quotidien de Hanoi Nhan-Dan parle de « terreur blanche » dans les régions contrôlées par Thieu.

La liquidation sommaire des prisonniers du régime est déjà en cours. L'Humanité du 3 janvier fait état du témoignage de deux jeunes Français, Debris et Menras, qui viennent d'être libérés après avoir été arrêtés pour avoir brandi à Saigon un drapeau du FNL. Aux policiers du régime, il ne faut pas de témoins gênants.

Voici quelques extraits de leur témoignage.

LE TEOIGNAGE DE MENRAS ET DEBRIS

On nous a relâchés surtout parce que nous risquions de devenir des témoins gênants. Déjà nous avions pu faire passer au dehors des lettres que les journaux ont publiées. Grâce à la campagne déclenchée par le Secours Populaire, il était difficile de nous faire disparaître... La terreur qui se prépare, qui est commencée systématiquement dans les lieux de détention sud-vietnamiens, risque de prendre une telle ampleur avant un éventuel cessez-le-feu... Il fallait que nous soyons partis avant. Nous qui souhaitons rester au Vietnam, nous sommes rentrés pour que l'opinion sache et agisse.

« Les deux « coopérants français » font le récit des méthodes de génocide dont ils ont été témoins depuis deux ans et demi. »

Tortures entraînant la mort, tortures visant à la mutilation à vie, randonnées des hommes et des femmes inutiles s'ils sont un jour libérés... Un jour de 1970, dans un local de la CIA, Jean-Pierre Debris a vu des Américains, parmi lesquels des femmes de l'armée US, les vêtements pleins de sang, torturer eux-mêmes un Vietnamien pour lui faire

avouer qu'il les connaissait, ce qui n'était pas le cas.

A l'heure de la promenade, les détenus amenés du bague de Poulo-Condor, après des années de cage à tigre, les articulations brisées, se traînent sur le sol, incapables de marcher. Il existe de nouvelles « cages à tigre » perfectionnées, devenues « cages à buffle » dans l'argot des tortionnaires, plus petites, plus étroites, plus peuplées : des boîtes où l'on ne peut ni s'allonger, ni se tenir debout, ni être assis sans courber la tête...

Depuis septembre 1971, ordre spécial a été donné de tirer sur les prisonniers des camps sans sommation. Les liquidations à la mitrailleuse sont fréquentes, notamment à Phu Quoc. Les « disparitions » se multiplient partout depuis les perspectives de cessez-le-feu...

L'administration Thieu transforme les dossiers de « politiques » en dossiers de « droits communs » afin de pouvoir conserver ces prisonniers après le cessez-le-feu... assassinats en masse, empoisonnements provoqués, morts lentes faute d'eau, de médicaments, sont devenus choses de la vie courante...



Vers une liquidation « à l'indonésienne » ?

UNE « AUTOCRITIQUE » HONNÊTE DU QUOTIDIEN « GAUCHISTE » IL MANIFESTO

(Editorial du 28 décembre)

« On finit toujours par être la victime de sa propre propagande. Nous nous sommes si souvent répétés que le petit peuple vietnamien, avec toute sa détermination politique et son héroïsme, était destiné à vaincre en toute certitude. Et même qu'il avait déjà vaincu. Nous nous sommes ainsi persuadés que l'issue des combats était désormais hors de discussion : il s'agissait seulement de savoir quels sacrifices allaient coûter la victoire et quelles allaient être ses conséquences. C'est ainsi que nous avons tardé et que nous tardons encore à prendre acte d'une dure vérité : à savoir que l'impérialisme américain, en exploitant la crise du camp socialiste, en utilisant sans limites ses moyens matériels, en désagréant par la corruption la structure sociale du Vietnam du Sud, en mettant sur pied une armée mercenaire sans précédent, en démantelant les ressources productives du Vietnam du Nord, était en train de reconstruire en sa faveur sur le terrain un rapport de force qui semblait pourtant lui avoir définitivement échappé. C'est ainsi qu'il cherche aujourd'hui à

atteindre son objectif : il s'agit pour lui d'arracher à son adversaire non point un compromis honnête, mais une véritable capitulation politique. Continuer à annoncer rituellement l'invincibilité du peuple vietnamien peut être pour nous et pour les pays socialistes un alibi commode permettant à chacun d'esquiver ses responsabilités. Si le Vietnam est abandonné à lui-même, si l'aide se limite à l'envoi d'armes et à la rédaction de résolutions de protestation, non seulement la victoire lui échappera, mais il sera contraint, au moins dans l'immédiat, de subir la loi du plus fort. »

Bien, camarades. Mais nous aimerions maintenant savoir ce que vous avez à dire de l'attitude de la direction du PC chinois. Et vous demander au nom de quoi vous faites maintenant appel aux « pays socialistes », vous qui expliquez depuis des années que c'est la bourgeoisie qui a repris les leviers de commande en Union Soviétique ? Ne serait-il pas temps d'ouvrir la discussion sur le stalinisme que vous tentez d'éviter depuis des années ?

UN AVOCAT DES BOURREAUX AU SEIN DE L'UNION DE LA GAUCHE

« Instruire le procès des responsabilités initiales ne saurait en Occurrence faire avancer la paix, encore qu'il soit injuste et sommaire de les faire supporter aux seuls Américains. Lorsque ceux-ci se décident à intervenir, le processus de subversion communiste appuyé par des commandos armés et soutenus par le Vietnam du Nord était largement entamé au Sud, de sorte que, sans la mise en œuvre de la garantie de

Washington, le pays aurait depuis longtemps passé sous la domination de Hanoi... Il est bien difficile de nier l'extrême danger que présenterait pour la paix du monde une telle perspective dans la mesure où elle mettrait en cause l'équilibre actuel des forces dans une région particulièrement névralgique... »

Biblioteca de Comunicació Hemisfèrica Generalitat de Catalunya « Le Monde » du 1^{er} décembre 1966.

Défendre les masses vietnamiennes, c'est combattre notre propre bourgeoisie

SOUSCRIVEZ MASSIVEMENT A LA CAMPAGNE POUR 30 millions (a. f.)

Envoyez tous chèques, bancaires ou postaux (avec leurs trois volets) ou mandats-poste, à Gérard ILTIS, 71 M, route du Pavé-Blanc, 92 - Clamart.